

Nouvelles locales du vendredi 11 avril 2014

@rib News, 11/04/2014 | SÃ©curitÃ© - AprÃ©s la publication d'un rapport faisant Ã©tat d'une distribution d'armes Ã Imbonerakure dans les communes de Rumonge, Nyanza-lac, Kibago et Mabanda dans le sud du pays, des rÃ©actions tombent pour s'exprimer Ã ce propos. Le gouvernement burundais s'insurge contre le contenu de ce rapport confidentiel des services des Nations Unies sur la situation sÃ©curitaire au Burundi. En effet, le ministre de la SÃ©curitÃ© publique, celui de la dÃ©fense nationale et des anciens combattants ainsi que celui de la justice ont animÃ© une confÃ©rence de presse dans cet objectif. Ils ont annoncÃ© qu'ils ne sont pas contre le BNUB ni contre les Nations Unies, mais contre le contenu et les auteurs de tels rapports sans avoir le courage d'en informer le gouvernement qui est citÃ©.

Le ministre de la SÃ©curitÃ© publique a accusÃ© les producteurs de ce rapport comme Ã©tant motivÃ©s par d'autres intÃ©rÃ©s visant qu'Ã semer la peur et la zizanie au sein de la population burundaise. Gabriel Nizigama affirme aussi qu'il n'a pas d'Ã©tats pour qu'il demande l'intervention d'une commission internationale d'enquÃªte Ã ce sujet. Selon lui, il ne devrait pas se fier sur les dÃ©clarations des personnes motivÃ©es par la satisfaction d'autres intÃ©rÃ©ts sectaires. Quant au ministre de la dÃ©fense nationale et des anciens combattants s'est exprimÃ© Ã propos des militaires du grade de gÃ©nÃ©ral citÃ©s dans ce rapport. Selon le gÃ©nÃ©ral major Pontien Gacyubwenge, ces militaires ne peuvent pas faire une chose pareille dans leur rÃ©gion natale estimant que cela ne peut en aucun cas se concevoir. NÃ©anmoins, tous ces ministres ont affirmÃ© qu'il n'y a pas encore eu d'enquÃªte pour dÃ©montrer le contraire de ce qui a Ã©tÃ© publiÃ© dans ce rapport que toute personne consciente, y compris le gouvernement lui-mÃªme, ne peut ne pas avoir peur de tels rapports. Mais ils affirment tous que la SÃ©curitÃ© est bonne sur toute l'Ã©tendue du territoire national et que la situation est maÃ®trisÃ©e partout. [rtnb/rpa/isanganiro/rtr/bonesha]- Le parti CNDD-FDD a tenu une confÃ©rence de presse ce jeudi soir pour dÃ©mentir ce qu'il appelle rumeurs non fondÃ©es. Selon le prÃ©sident de ce parti, celui qui a diffusÃ© ou publiÃ© ce rapport vise rien d'autre que salir l'image du gouvernement burundais Ã travers lui le parti prÃ©sidentiel. Pascal Nyabenda estime aussi que certaines personnes n'ont pas Ã©tÃ© contentes du fait que le BNUB va terminer prochainement son mandat au Burundi et qu'en revanche, ces mÃªmes personnes cherchent Ã montrer que la situation n'est pas du tout bonne afin que cette dÃ©cision du conseil de sÃ©curitÃ© soit rÃ©visÃ©e. Il trouve aussi que ceux qui ont diffusÃ© ce rapport n'ont pas voulu informer le gouvernement pour des raisons non avouÃ©es alors que ce dernier pouvait s'expliquer normalement. Selon lui, le pays est engagÃ© sur la voie de la paix et ne peut pas reculer en distribuant des armes aprÃ©s la lÃ©gion tirÃ©e de la pÃ©riode de guerre. Ce dÃ©putÃ© Ã©lu dans la circonscription de Bubanza ajoute Ã©galement que son parti va diligenter des enquÃªtes Ã ce sujet. Il considÃ©re aussi que les deux militaires du grade de gÃ©nÃ©ral citÃ©s dans cette affaire seraient vus en train d'effectuer des opÃ©rations de routine de maintien de la paix dans les secteurs citÃ©s et ils auraient Ã©tÃ© pris comme des distributeurs d'armes. [rtnb/rpa/isanganiro/rtr]- Le parti Uprona dirigÃ© par Charles Nditije affirme que le contenu de ce rapport n'est pas nouveau dans la mesure oÃ¹ ils avaient dÃ©jÃ entendu parler de telles choses. Le dÃ©putÃ© Charles Ndizeye fait savoir que le parti CNDD-FDD nie l'existence de cette situation alors qu'elle fait peur au Burundais qui ont vÃ©cu les moments durs de la crise. Il considÃ©re que ce qui vient d'Ãªtre dit avait Ã©tÃ© dÃ©criÃ© par les observateurs de la situation au Burundi. Il demande ainsi Ã la population de dÃ©noncer toute personne qui serait en train de chercher la guerre. Il demande Ã©galement la mise sur pied d'une commission d'enquÃªte internationale pour que la lumiÃ¨re soit mise sur cette question dans les meilleurs dÃ©lais afin d'Ã©viter le pire pour le Burundi. Il demande aussi au gouvernement de mettre en application ce qu'il a promis surtout en mettant en place l'observatoire national de lutte contre la gÃ©nocide conformÃ©ment aux accords d'Arusha, Ã la constitution et aux traitÃ©s internationaux ratifiÃ©s par le Burundi. Il constate que tout cela est fait Ã la peur que le parti au pouvoir a de perdre les Ã©lections de 2015 et cela se traduit donc par le musellement de l'opposition par le fractionnement des partis politiques afin qu'il se prÃ©sente en solo aux Ã©lections prochaines. [rpa/isanganiro/rtr/bonesha]- L'ADC-Ikibiri estime lui aussi qu'il avait dÃ©noncÃ© auparavant l'existence de ce plan du parti au pouvoir d'armer les Imbonerakure. Le prÃ©sident de cette alliance rappelle la correspondance adressÃ©e au prÃ©sident de la RÃ©publique, aux prÃ©sidents du parlement mais qui est restÃ©e sans suite. L'Ã©conome Ngendakumana affirme qu'ils ont par la suite Ã©crit au secrÃ©taire gÃ©nÃ©ral des Nations Unies Ã ce sujet. Il affirme qu'il est ravi que la commission internationale a remarquÃ© que les Imbonerakure constituent une menace pour la paix et la sÃ©curitÃ© du Burundi. Selon lui, donc, inutile de nier l'existence de ce plan, mais plutÃ´t, il faut prendre des mesures pour prÃ©venir ce qui s'est passÃ© d'autres pays comme le Rwanda et la CÃªte d'Ivoire. Selon lui, personne ne peut rester lÃ© et annoncer aussi que la population burundaise ne peut en aucun cas laisser se perpÃ©trer cette idÃ©ologie du parti CNDD-FDD. [bonesha/rpa/isanganiro/rtr]- Le FOCODE trouve que ce que dit le rapport des services des Nations Unies sur le Burundi est plutÃ´t accablant en ce sens qu'il donne une idÃ©e de ce qui peut Ãªtre le Burundi demain. Selon le prÃ©sident de cette association de la sociÃ©tÃ© civile, des indices montrent que la situation au Burundi est semblable Ã celle qui prÃ©valait au Rwanda avant le gÃ©nocide de 1994. Pacifique Nininahazwe constate que si ces jeunes sont rÃ©ellement en train d'Ãªtre armÃ©s, que cela risque de plonger le pays dans une situation catastrophique comme il a Ã©tÃ© ainsi au Rwanda. De mÃªme, il constate que certains mÃ©dias tiennent des Ã©missions de nature Ã semer la confusion sur la situation en propageant des enseignements ethniques. Il constate aussi que certaines autoritÃ©s du pays prononcent des discours oÃ¹ ils rappellent ce qui s'est passÃ© dans l'histoire du pays comme dans le but d'endosser la responsabilitÃ© de tout ce qui s'est passÃ© sur les Ã©paules d'une ethnique. Lui, donc, le prÃ©sident de la RÃ©publique doit, s'il aime vraiment son peuple, se lever et dire non Ã cette situation. De plus, il se prononce pour la mise sur pied d'une commission internationale d'enquÃªte pour faire la lumiÃ¨re sur cette situation. Il demande ainsi au pouvoir de ne pas prendre Ã la lÃ©gÃ¨re cette information afin de prÃ©venir en commission de l'irrÃ©parabilitÃ©. [bonesha/rpa/isanganiro/rtr] | Politique - La CENI a rÃ©uni ce jeudi les reprÃ©sentants des partis politiques agrÃ©es au Burundi dans le cadre de la prÃ©paration des Ã©lections de 2015. Le prÃ©sident de cette commission a soulignÃ© l'importance de cette rÃ©union qui vient dans le cadre de la mise en application de la feuille de route convenue entre les politiciens au BNUB et Ã Kayanza. Les participants Ã cette rÃ©union ont apprÃ©ciÃ© positivement la tenue de cette rÃ©union et ont demandÃ© que les recommandations de la feuille de route soient mises en Ã©uvre dans les meilleurs dÃ©lais afin de bien se prÃ©parer

aux élections prochaines. Augustin Nzozibwami a prôcé avec optimisme que les élections auront bien lieu mais qu' que les instruments juridiques soient rendus disponibles dans les délais afin d'avoir la base légale de la préparation de ces élections. [bonesha/rpa/isanganiro/rtr/rtnb]- Le député Charles Nditije s'insurge contre ce qu'il qualifie d'injustice contre les membres du parti Uprona qui lui sont fidèles. Il affirme cela après que deux jeunes membres de la JRR aient été conduits à la prison centrale de Mpimba après deux semaines qu'ils venaient de passer à la PSR. Il ajoute aussi que d'autres personnes y compris Thacien Sibomana ont comparu ce jeudi matin alors que ce dernier avait estimé que les poursuites contre ces jeunes sont une forme de montage contre eux. Il trouve alors qu'ils sont en train d'être malmenés et poursuivis injustement pour les emprisonner les accusant de tentative d'assassinat de Gaston Sindimwo. Il trouve que la casse à l'homme a déjà commencé et que le pouvoir cherche à condamner des personnes innocentes. Il annonce que des préparatifs sont en cours pour défendre la dignité du parti de Rwagasore contre les ventes et marchés comme cela a été toujours. Il demande que ces agissements contre ses membres cessent si non les Badasigana ne vont pas accepter cela. [bonesha/rtr]- La présidente du parti Uprona reconnue par le ministre de l'intérieur a affirmé qu'elle n'a jamais eu de l'exil comme une certaine opinion le pensait. Concilie Nibigira fait savoir qu'elle est au service du gouvernement et qu'à ce sujet, elle fait des déplacements à l'extérieur du pays en mission et qu'elle revient chez elle. Elle annonce que même dans les périodes difficiles que le pays a traversées, elle n'a, pas une seule seconde, jamais songé à s'exiler et trouve qu'elle ne peut pas le faire actuellement alors que la situation est calme. S'exprimant sur l'incarcération des membres du parti Uprona dans l'affaire Gaston Sindimwo, elle croit plutôt en la justice burundaise et affirme que personne n'a à s'inquiéter puisque les innocents seront relâchés alors que les coupables répondront de leurs actes. [bonesha/rtr]- Le conseil national des Bashningantahe a adressé ce jeudi une correspondance au président de la République du Burundi pour lui faire part de ses inquiétudes sur la situation socio-politique qui prévaut dans le pays. Selon cette correspondance, ils trouvent que le Burundi vit une période difficile suite à certaines actions des personnes qui ne veulent pas que la paix dure. Ces sages du pays trouvent que le climat politique n'est pas du tout sain suite à la restriction des libertés publiques dont sont victimes les partis politiques de l'opposition. Ils affirment que les auteurs de ces agissements qui sont en grande partie les Imbonerakure affiliés au parti CNDD-FDD sont impunis puisqu'ils sont soutenus par le pouvoir. Selon eux, cela est de nature à créer un sentiment de colère chez les autres membres des partis politiques victimes de ces agissements qui peuvent considérer qu'ils ne sont pas reconnus par le pouvoir comme des êtres humains. Ils affirment aussi que le travail de la CNTB n'est pas du tout louable du moment où cette commission chasse les uns pour installer les autres à l'absence de toute idée de réconciliation préalable par les accords d'Arusha pour la paix et la réconciliation au Burundi. Ils ajoutent également la dégradation de la situation économique de la population burundaise qui s'appauvrit au jour le jour. Ainsi, ils demandent au président de la République de prononcer un discours d'apaisement à l'endroit du peuple burundais dans le désespoir suite à cette situation. [bonesha/rpa/isanganiro/rtr] Education - Le parti FNL a sorti un communiqué ce jeudi pour s'exprimer sur la situation qui prévaut dans les universités publiques du Burundi. Selon ce communiqué, le parti déplore le fait que les étudiants sont en débandade il y a presque un mois alors que la question devrait avoir déjà trouvé de réponse en cas de prise de conscience des concernés. Le parti de Jacques Bigirimana trouve que cette situation est due en grande partie à un manque de dialogue de la part des étudiants et des autorités rectores. Il trouve pourtant que le dialogue a résolu pas mal de questions qui étaient pendantes dans la société et que même cette question de la bourse des étudiants peut suivre le même chemin. Ainsi, il trouve que les étudiants des universités publiques ne peuvent pas avoir des moyens pour survivre après la suppression de la bourse et ainsi, il demande au gouvernement de revoir toutes les mesures allant dans ce sens puisque la plupart de ces étudiants viennent des familles pauvres. De même, il conseille au gouvernement d'appliquer les mesures d'austérité dans d'autres domaines afin de récupérer des fonds qui permettront aux étudiants de finaliser leurs études. Il demande plutôt la création des fonds qui pourront accorder aux étudiants des crédits à la formation, crédits qu'ils rembourseront après avoir trouvé un travail à la fin de leurs études. Il demande également aux autorités de l'université d'afficher une certaine compassion à l'égard des étudiants qui ont définitivement quitté cette institution afin d'instaurer un climat de confiance propice au dialogue. Il demande aussi aux étudiants de répondre à l'appel lancé de prendre une réinscription comme les autorités le leur ont demandé. [rpa/isanganiro/rtnb/bonesha/rtr]- Malgré tous ces appels, les étudiants semblent n'avoir pas répondu à l'appel de réinscription alors que les délais qui leur avaient été donnés à cet effet ont pris fin ce vendredi. Selon des informations au préalable des personnes chargées de cette réinscription, les étudiants ne sont pas venus et la situation est presque telle qu'elle était avant la prolongation de ce délai. A l'ENS, le personnel chargé de cette réinscription ne plus à ses activités depuis quelques jours puisqu'il n'y a personne à réinscrire. Les autorités de ces deux institutions universitaires et celles du ministre ayant l'enseignement supérieur dans ses attributions n'ont pas encore agi à ce [bonesha/rtr/rpa]